



DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

AVIS DE SITUATION DÉCLARATIVE À L'IMPÔT SUR LE REVENU 2018

VALANT AVIS D'IMPÔT

IMPÔT SUR LES REVENUS de l'année 2017

Pour vos démarches,
pas besoin d'original :
il suffit de fournir une
photocopie, vérifiable sur
impots.gouv.fr/verifavis

M BENKADDOUR SALIM
OU MME BENKADDOUR NOURIA
APT 61
2 RUE VINCENT SCOTTO
30900 NIMES

30016

Vos références

Pour accéder à votre espace particulier

Numéro fiscal :

Déclarant 1 (C) : 30 16 494 592 272

Déclarant 2 (C) : 01 09 621 567 314

N° d'accès en ligne : voir votre déclaration

Revenu fiscal de référence : 5 663

Référence de l'avis : 18 30 A108309 31

Adresse d'imposition au 01/01/2018 :

APT 61
2 RUE VINCENT SCOTTO
30900 NIMES

Numéro FIP : 300 64 23-2859187789 3 A

Numéro de rôle : 011 A

Date d'établissement : 10/07/2018

Votre situation

MONTANT DE VOTRE IMPÔT 0 €

**À compter du 1^{er} janvier 2019, votre impôt sur
revenu sera prélevé à la source.**

**Lisez attentivement la rubrique "INFORMATION
CONCERNANT LE PRÉLÈVEMENT À LA SOURCE
à l'intérieur de cet avis, ainsi que la notice.**

Vos démarches

- ⇒ **Sur impots.gouv.fr :** Accédez à votre espace particulier pour télécharger vos déclarations et avis d'impôts, déposer vos réclamations et poser vos questions grâce à votre messagerie sécurisée.
- ⇒ **Par courriel :** Utilisez votre messagerie sécurisée dans votre espace particulier sur impots.gouv.fr
- ⇒ **Par téléphone :**
 - Pour tout renseignement concernant le prélèvement à la source mis en place en 2019 : 0 811 368 368*
DU LUNDI AU VENDREDI DE 8H30 À 19H.
 - Pour toute autre question personnelle, votre centre des finances publiques (coordonnées ci-dessous).
- ⇒ **Sur place :** Votre centre des finances publiques (voir ses horaires sur impots.gouv.fr, rubrique « Contact ») :
SERVICE IMPOTS PARTICULIERS NIMES OUEST - S.A.I.D. SECTEUR 1
15 BD E.SAINTENAC CS 10001 - 30024 NIMES CEDEX 9
Tél : 04 66 36 56 32

* (Service 0,06 € / min + prix appel)

Indépendamment des sanctions fiscales encourues le cas échéant, le fait pour une personne de se faire délivrer indûment par une administration publique, par quelque moyen frauduleux que ce soit, un document destiné à constater un droit, une identité ou une qualité ou à accorder une autorisation est puni de deux ans d'emprisonnement et de 30 000 € d'amende en vertu des dispositions de l'article 441-6 du code pénal. Est puni des mêmes peines le fait de fournir une déclaration mensongère en vue d'obtenir d'une administration publique ou d'un organisme chargé d'une mission de service public une allocation, un paiement ou un avantage indu.

Date de téléchargement : 03/08/2018